



place  
publique

# Les marqueurs de Place publique

Les résultats de l'élection présidentielle ont confirmé les grandes fractures qui traversent notre pays. Nous avons entendu la colère, le désarroi, le sentiment d'abandon, la résignation. Nous avons aussi entendu l'aspiration à d'autres politiques et de nouvelles pratiques du pouvoir.

Les élections législatives de juin seront décisives. Pour mettre fin à l'exercice solitaire du pouvoir, pour proposer et imposer des changements sociaux et écologiques, pour renouveler la classe politique.

Nous voulons faire du mandat parlementaire une aventure collective incluant les citoyennes et les citoyens.

**Voici les marqueurs qui guideront nos combats.**

Nous voulons construire avec les Françaises et les Français un projet de société qui repose sur l'égalité et la dignité des personnes et la responsabilité à l'égard de la planète et du vivant.

Nous ne pouvons plus attendre pour reprendre en main notre destin commun.

Notre engagement politique, c'est de renforcer le pouvoir de chacun-e : pouvoir de vivre décemment de ses revenus, pouvoir de se loger dignement, pouvoir de s'alimenter suffisamment et sainement, pouvoir de faire entendre sa voix dans la cité, pouvoir de participer à la préservation des biens communs.

Nous sommes des humanistes. Nous considérons que chaque personne est unique, singulière et importante et que ses droits sont trop souvent bafoués.

Nous voulons voir les services publics être remis à l'honneur, les métiers essentiels valorisés et celles et ceux qui font tenir notre société ensemble pleinement reconnus.es. L'école qui prépare et l'hôpital qui répare seront les cibles prioritaires pour une société du lien et du soin.

Voilà pourquoi il faudra engager une réforme fiscale de grande ampleur avec au cœur l'exigence de justice : demander davantage aux très riches et moins à celles et ceux qui n'en peuvent plus d'éprouver les fins de mois difficiles.

Notre projet sera celui d'une voix française et européenne forte et souveraine. Sans concession avec les idéologies qui discriminent et les régimes autoritaires qui déshumanisent. Sans soumission au pouvoir du marché qui fracture notre société.

**Au service de l'humain et du vivant.**

**Il sera riche de votre contribution.**

**Rejoignez nous**

## Le pouvoir de vivre dignement

1

– Instaurer le droit au travail et à une rémunération digne en généralisant l'expérimentation "Territoire Zéro Chômeur" portée par ATD Quart Monde. Assurer ainsi à tout chômeur de longue durée un CDI dans des activités utiles et non concurrentes via la création d'entreprises à but d'emploi.

2

– Permettre l'accès à une alimentation de qualité à un prix abordable via la mise en place d'une sécurité sociale alimentaire pour les plus démunis-ées destinée à acheter des produits selon des critères collectivement choisis et promouvant une alimentation respectueuse de la santé, de l'environnement et des producteurs.

3

– Garantir l'accès à un logement décent pour toutes et tous en étendant l'encadrement des loyers aux zones sous tension, et en renforçant le programme "Logement d'abord" en s'inspirant du modèle Finlandais qui consiste à fournir un logement pérenne aux personnes sans domicile jusqu'à leur réinsertion dans le monde du travail.

4

– Permettre à chacun-e de bien vieillir dans des conditions dignes et fondé sur la solidarité nationale par répartition. Réévaluer le montant du minimum vieillesse avec un âge de départ à la retraite qui tient compte de la pénibilité.

## Une protection des droits fondamentaux tout au long de la vie

5

– Renforcer les moyens de la protection de l'enfance de la naissance à la majorité et coordonner autour de l'école les différents acteurs – services sociaux et médicaux, équipes pédagogiques et éducation populaire, éducateurs spécialisés, services de police et de justice – pour garantir la protection des enfants et des jeunes de toute situation de maltraitance, harcèlement et discrimination.

6

– Promouvoir les droits des femmes en appliquant le principe de la Clause de l'Européenne la plus favorisée, c'est-à-dire en intégrant au droit français les mesures les plus favorables aux femmes déjà en vigueur dans un ou plusieurs autres États européens.

7

– Garantir un accueil et un accompagnement dignes aux personnes en situation de migration, quelle que soit leur situation, et consacrer un « droit de sauver » afin qu'ONG et citoyen-nes puissent exercer leur devoir d'humanité sans risquer d'être sanctionnés pénalement.

8

– Garantir une fin de vie digne et choisie à chacun.e grâce à un accompagnement décent et détaché des logiques de rentabilité et la création d'un droit à choisir sa mort.

## Des services publics garants de l'intérêt général

9

— Sortir l'école, l'hôpital, l'EHPAD, la sécurité, la justice, et plus généralement l'ensemble des services publics des logiques de marchandisation et de rationalisation absurdes et affirmer leurs principes fondateurs de biens communs, facteurs de cohésion sociale. Pour cela, leur donner des moyens adaptés à leurs missions — notamment d'égalité d'accès par un maillage territorial renforcé — dans le respect du pouvoir d'agir de leurs agents.

## Reconquérir la citoyenneté

10

— Intégrer des collègues citoyens dans les instances de conception, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques nationales et locales afin d'associer les citoyen·nes à la gouvernance des services publics, y compris des services régaliens que sont la sécurité et la justice.

11

— Promouvoir l'engagement citoyen des jeunes en instaurant le service civique universel via l'attribution d'un capital-temps de 10 mois à tous les jeunes de 16 à 25 ans pour des missions d'intérêt général. En contrepartie, verser une rémunération sur la base du SMIC.

12

— Mettre en place une "RTT citoyenne" universelle pour une association reconnue d'intérêt général ou un parti politique afin de repenser le statut de l'engagement citoyen et que les disparités socio-économiques et la disponibilité ne soient plus un frein à une citoyenneté active.

## Créer les conditions d'une jeunesse heureuse, émancipée et engagée

13

— Mettre en place l'école du commun pour permettre à chacun·e de trouver sa place dans un collectif via une refonte de la carte scolaire — sans exonérer les établissements privés — et de méthodes pédagogiques s'appuyant sur la coopération. Mettre fin à la mise en concurrence systématique des établissements et des élèves entre eux. Permettre à chaque élève, dans le cadre de son parcours scolaire ou de formation de sortir de son territoire et s'ouvrir vers l'Europe et le monde.

14

— Sortir l'école de la logique de compétition, de classement et d'évaluation permanente en affirmant les principes fondamentaux d'une école de la coopération, de l'émancipation et de l'inclusion. Pour cela, faire appel à un comité transpartisan, résilient aux échéances électorales, pour que soit rédigée, à la manière des grands textes fondateurs et humanistes de notre République, une Constitution de l'École, et laisser le soin aux chercheurs et aux praticiens de déterminer la pertinence des méthodes employées pour servir ces enjeux.

## Un nouvel équilibre des pouvoirs pour favoriser l'émergence d'une démocratie vivante

15

– Mettre en place une Convention citoyenne pour le renouveau démocratique qui conduise à proposer les révisions constitutionnelles devant répondre aux enjeux démocratiques actuels, à l'instar d'une nouvelle répartition des pouvoirs entre législatif et exécutif, la création d'une assemblée sociale délibérative sur le modèle du CESE, une plus forte indépendance de la justice, ou encore d'autres modalités d'élection de nos représentants.

16

– Changer en profondeur les modalités de financement des partis politiques pour plus de représentativité, de vitalité et d'égalité entre les citoyens à travers un système de "bons pour l'égalité démocratique" qui permette à tout citoyen de reverser chaque année, lors de sa déclaration de revenus, 7 euros d'argent public au mouvement politique de son choix.

17

– Garantir l'indépendance des médias en remplaçant les aides à la presse par un "bon pour l'indépendance des médias" de 10 euros par an par adulte à allouer aux médias de son choix, à but non lucratif et non détenu par des entreprises, dont les intérêts principaux ne sont pas dans le secteur de la presse.

## Refonder notre modèle économique et mettre la finance au service de la transition écologique

18

– Mettre en place un Green New Deal basé sur de nouveaux indicateurs qui dépassent le PIB pour entrer dans une logique de post-croissance. C'est-à-dire, initier une nouvelle planification industrielle et mettre en place une labellisation des produits financiers basée sur des critères environnementaux afin d'orienter les investissements vers des projets en faveur de la transition écologique.

19

– Permettre aux citoyen-nes de consommer mieux et en toute transparence selon un indicateur de consommation responsable renseignant : leur empreinte climat et biodiversité, leurs conditions sociales de production, leur potentiel durabilité et réemploi et, pour les produits alimentaires, leur niveau de transformation et la présence éventuelle de substances toxiques.

## Repenser l'aménagement des territoires pour préserver la planète et vivre mieux

20

– Mettre en œuvre une stratégie énergétique en trois axes : sobriété, efficacité et substitution énergétiques. Cette dernière passe par la sortie des énergies fossiles grâce à un soutien massif et raisonné aux énergies renouvelables limitant leur impact sur la biodiversité et par une convention citoyenne sur la place du nucléaire en tant qu'énergie de transition ou d'avenir.

21

– Contraindre fortement l'étalement urbain via une refonte des outils fiscaux afin d'encourager la rénovation et la requalification du bâti existant et favoriser la densification dans les villes et les villages tout en conservant des espaces de nature en ville.

## Garantir notre souveraineté pour défendre nos valeurs humanistes et écologiques

22

– Renforcer le devoir de vigilance des entreprises et rendre les multinationales responsables de l'ensemble de leur chaîne de production, imposer un bannissement des produits de l'esclavage du marché européen, développer les instruments de défense commerciale européens et sortir de la logique du libre-échange généralisé, imposer les clauses miroirs comme condition de tout accord commercial.

**Au service de l'humain et du vivant.  
Ce projet sera riche de votre contribution.**

**Rejoignez-nous**

**place  
publique**